



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction départementale des territoires  
Service aménagement du territoire et des risques  
Pôle risques

Affaire suivie par : Philippe DAYET  
Tél. : 04 81 66 81 26

courriel : philippe.dayet@drome.gouv.fr

Valence, le 07 AOUT 2017

Le Directeur Départemental des Territoires

à

Ministère de la transition écologique et  
solidaire  
Conseil général de l'environnement et du  
développement durable  
Autorité environnementale  
Tour Séquoia  
92055 la Défense cedex

**Objet :** Evaluation environnementale, demande d'examen au cas par cas pour l'élaboration de sept PPRi sur les communes : d'Epinouze, Manthes et Saint-Sorlin-en-Valloire (bassin de la Valloire), d'Albon et Beausemlant (bassin du Bancel), d'Hauterives et la Motte-de-Galaure (bassin de la Galaure)

**Pièces jointes :** 7 fiches descriptives, un CD d'annexes

En application des articles L122-4, R122-17 et R.122-18 du code de l'environnement, je sollicite votre avis sur la nécessité de soumettre ou non à évaluation environnement les projets de plan de prévention des risques d'inondation de sept communes du nord Drôme. Cette demande remplace et annule la demande initiale en date du 15 février 2017, elle constitue un préalable à la signature des arrêtés de prescription par Monsieur le Préfet.

Selon l'article R122-8 du code de l'environnement, vous disposez d'un délai de deux mois pour me notifier votre décision. L'absence de réponse de votre part, au terme de ce délai, vaut obligation de réaliser une évaluation environnementale.

Le directeur départemental des territoires

La directrice départementale  
des territoires adjointe,

Philippe ALLIMANT

Martine CAVALLERA-LEVI

## Contenu du CD d'annexes

Carte d'aléa en crue centennale du bassin versant de la Valloire.  
Carte d'aléa en crue centennale du bassin versant du Bancel.  
Carte d'aléa en crue centennale du bassin versant de la Galaure  
Carte des ZNIEFF du nord Drôme.  
Extraits du SRCE Rhône-Apes  
Document stratégique du SAGE Bièvre Liers Valloire  
Diagnostic du SAGE Molasses miocènes du Bas-Dauphiné et alluvions de la plaine de Valence

Pour la commune d'Albon :

Fiche descriptive du projet de PPRi,  
Extraits du PADD du PLU approuvé,  
Extraits du règlement écrit du PLU approuvé,  
Règlement graphique du PLU approuvé.

Pour la commune de Beausemblant :

Fiche descriptive du projet de PPRi,  
Extraits du PADD du projet de PLU arrêté,  
Extraits du règlement écrit du projet de PLU arrêté,  
Règlement graphique du projet de PLU arrêté,  
Fiches des deux ZNIEFF touchant la commune.

Pour la commune d'Epinouze :

Fiche descriptive du projet de PPRi,  
Extraits du PADD du projet de PLU arrêté,  
Extraits du règlement écrit du projet de PLU arrêté,  
Règlement graphique du projet de PLU arrêté.

Pour la commune d'Hauterives :

Fiche descriptive du projet de PPRi,  
Extraits du PADD du projet de PLU,  
Règlement graphique du projet de PLU (enveloppe des zones inondables uniquement),  
Courrier au maire de transmission du PAC risques,  
Proposition de zonage risques à intégrer au projet de PLU,  
Proposition de règlement risques à intégrer au projet de PLU,  
Fiches des quatre ZNIEFF touchant la commune.

Pour la commune de la Motte-de-Galaure

Fiche descriptive du projet de PPRi,  
Extraits du PADD du PLU approuvé,  
Extraits du règlement écrit du PLU approuvé,  
Règlement graphique du PLU approuvé,  
Fiche de la ZNIEFF touchant la commune.

Pour la commune de Manthes

Fiche descriptive du projet de PPRi,  
Extraits du PADD du projet de PLU,  
Extraits du règlement écrit du projet de PLU,  
Règlement graphique du projet de PLU,  
Fiche de la ZNIEFF touchant la commune.

Pour la commune de Saint-Sorlin-en-Valloire

Fiche descriptive du projet de PPRi,  
Extraits du PADD du PLU approuvé,  
Extraits du règlement écrit du PLU approuvé,  
Règlement graphique du PLU approuvé,  
Fiche de la ZNIEFF touchant la commune.

# Fiche d'examen au cas par cas pour les PPR Naturels

## (liste indicative d'informations à fournir)

*Nota : en application du II-b de l'article R122-18 du code de l'environnement, ces informations seront mises en ligne sur le site Internet de l'autorité environnementale*

La saisine doit s'accompagner des informations suivantes, afin de permettre à l'autorité environnementale d'apprécier si une évaluation environnementale est nécessaire ou non (article R.122-18 du code de l'environnement) :

- une description des caractéristiques principales du plan, schéma, programme ou document de planification, en particulier la mesure dans laquelle il définit un cadre pour d'autres projets ou activités ;
- une description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée par la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou document de planification ;
- une description des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou document de planification.

### 0. Désignation du PPRN (joindre un plan de situation et une carte du périmètre)

**Département : Drôme**

**commune : Manthes**

Désignation PPRN : prescription d'un PPR inondation sur la commune de Manthes

### 1. Caractéristiques du PPRN

#### Procédure concernée

Élaboration

#### 1.1. Quels sont les risques pris en compte (phénomènes physiques à l'origine des aléas ; population, infrastructures ou activités exposées) ?

La plaine de la Valloire présente une configuration hydraulique atypique. Elle constitue une vaste plaine d'infiltration qui, jusqu'à la fin du 18<sup>ème</sup> siècle, ne présentait pas de réseau hydrographique. Les cours d'eau qui la parcourent sont artificiels, il s'agit en fait d'un réseau de canaux progressivement interconnectés au cours du 19<sup>ème</sup> siècle et finalement connecté au Rhône dans les années 60. Ces canaux destinés à l'irrigation captent les eaux de résurgence de la nappe, concentrent les écoulements pluviaux et évacuent les eaux des combes en provenance des coteaux nord et sud. Les combes sont elles aussi fortement artificialisées, elles ont progressivement été fixées sur leur cône d'épandage, pas des murets ou busées.

Lors des épisodes de crues la plaine est quasiment entièrement inondée et retrouve son rôle « d'éponge » en permettant l'infiltration des eaux vers la nappe. L'effet d'amortissement est très important, comme l'illustre la crue trentennale de 1993 dont le débit a été mesuré à 120 m<sup>3</sup>/s à Beaurepaire (en Isère à l'amont de la plaine) et à 15 m<sup>3</sup>/s à Saint-Rambert juste avant la confluence avec le Rhône. Les crues sont fréquentes (1946, 1988, 1993, 2002, 2003), mais leurs conséquences spatialement très variables selon le positionnement des cellules orageuses et l'état de saturation de la nappe. Les combes génèrent d'importants dégâts, mais leurs crues sont souvent déconnectées de celles des cours d'eau de la plaine (2008 pour les combes du Combet, du Fremuzet et de la Bressonnière à Manthes par exemple).

Au-delà des crues historiques, les zones inondables ont été définies sur l'ensemble du bassin par modélisation hydraulique des différentes occurrences de crue. L'étude a été réalisée par Artélia en 2012-2013, sous maîtrise d'ouvrage de la communauté de communes Porte de DrômArdèche, avec l'appui des services de l'État. En application de la doctrine nationale, en l'absence de crue historique exploitable, c'est la crue centennale modélisée par Artélia qui sera la crue de référence du projet de PPRi de Manthes.

L'étude a permis de bien cerner les enjeux en zone inondable. Contrairement à d'autres communes, la majorité des enjeux situés en zones inondables étaient déjà présente dans les années 60, que ce soit dans la plaine (bâtiments agricoles diffus) le long du Fremuzet (centre bourg) ou du Combet et de la Bressonnière (école). Quelques pavillons se sont implantés dans les années 70 à 80 sur les cônes d'épandage des combes, mais de manière très ponctuelle. En revanche la crèche (2003) et le gymnase (2008) ont été construits en continuité de l'école dans la partie basse de la zone inondable de la Bressonnière. Une part importante de la population (63 %

en crue centennale soit 418 habitants et 65 % en crue millénale soit 436 habitants) vit en zone inondable, celle-ci couvrant les 3/4 du territoire communal. L'Oron, le Dollure et les Veuzes, qui prennent leur source au centre du village (résurgences), inondent toute la plaine parsemée d'habitat diffus et de hameaux (la Gare, l'Ile, les Pignarées, la Paillanche, etc.), alors que les combes touchent le centre bourg implanté en arc de cercle autour du parc des sources des Veuzes. Seulement 19 % des résidents en zone inondable occupent des habitations de plain-pied dépourvues de niveau refuge, ce qui traduit bien le caractère ancien des bâtiments touchés. Les deux établissements sensibles (école et crèche), situés en zone inondable, regroupent environ 65 personnes. Le camping des Avenières, situé dans la plaine inondable, accueille un maximum de 75 personnes. Les entreprises situées dans la zone inondable représentent 129 emplois majoritairement agricoles. Les deux ICPE recensées en zones inondable lui sont liées, puisqu'il s'agit de deux piscicultures exploitant les eaux des Veuzes. La station d'épuration de la commune est également implantée dans la zone inondable. Il n'y a pas d'élément remarquable du patrimoine bâti exposé aux crues.

Au-delà des zones urbanisées l'inondation de la plaine touche essentiellement des secteurs cultivés (grandes cultures, prairie permanente et plus marginalement arboriculture, etc.). La ripisylve est quasiment absente le long des cours d'eau, à l'exception des Veuzes qui présentent quelques boisements, dont le parc des sources, et le cours amont de l'Oron.

## **1.2. Quels sont les objectifs de la prescription de ce PPRN (notamment dans le cas où il s'agit d'une révision) ?**

Les objectifs du PPRi de Manthes ne dérogent pas aux objectifs assignés aux PPR par l'article L.562-1 du code de l'environnement :

- Délimitation et réglementation des zones exposées afin de ne pas y aggraver l'exposition des personnes et des biens et d'y restreindre les aménagements et constructions.
- Définition des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde à prendre par les collectivités publiques ou par les particuliers.
- Définition des mesures, relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages existants à la date de l'approbation du plan, qui doivent être prises par les propriétaires ou exploitants.

Pour atteindre ces objectifs le PPRi sera élaboré selon les principes de la doctrine nationale, parfaitement synthétisés dans la circulaire du 27 juillet 2011 relative à la prise en compte du risque de submersion marine dans les plans de prévention des risques naturels littoraux.

« Les principes généraux de prévention dans les zones soumises à un risque de submersion avéré, qui sont notamment présentés dans les circulaires du 24 janvier 1994, du 26 avril 1996 et du 30 avril 2002, ainsi que dans les guides méthodologiques relatifs à l'élaboration des PPR inondation et des PPR littoraux, restent inchangés :

- les zones non urbanisées soumises au risque d'inondation, quel que soit son niveau, restent préservées de tout projet d'aménagement afin de ne pas accroître la présence d'enjeux en zone inondable,
- les zones déjà urbanisées ne doivent pas s'étendre en zone inondable, et les secteurs les plus dangereux (zone d'aléa fort) sont rendus inconstructibles. Toutefois, dans les centres urbains denses, afin de permettre la gestion de l'existant (dont les « dents creuses ») et le renouvellement urbain, des adaptations à ce principe peuvent être envisagées si elles sont dûment justifiées dans le rapport de présentation du PPR,
- d'une manière générale, la vulnérabilité des zones urbanisées ne doit pas être augmentée.

Si la sécurité des personnes reste un objectif impératif, ces principes généraux ont vocation à être déclinés à l'échelle du territoire en tenant compte dans la mesure du possible des contraintes et des stratégies de développement de la collectivité. »

Dans le cas de Manthes, une part importante du travail est déjà en cours dans le cadre de la révision du PLU de la commune, prescrite en janvier 2014. Un projet de zonage réglementaire des zones inondables (intégrant les dernières données de l'étude Artélia) et une proposition de règlement ont été transmis à la commune en 2015. Le travail de concertation avec la commune a permis d'aboutir à un consensus sur l'intégration des risques d'inondation et de valider, en février 2017, le zonage et le règlement à intégrer au projet de PLU. Dans l'attente de l'approbation du PLU, les éventuelles autorisations d'urbanisme, situées dans la zone inondable, sont soumises à l'avis du pôle risques de la DDT afin d'intégrer les risques dans l'instruction, au titre de l'article

R111-2 du code de l'urbanisme. La maîtrise de l'urbanisation dans les zones inondables est donc assurée sur le territoire de la commune.

Dans ces conditions, l'objectif principal du PPRi sera de déterminer des prescriptions d'aménagement des bâtiments existants afin d'en réduire la vulnérabilité et d'assurer la mise en sécurité des populations (mesure ne pouvant pas être intégrées à un document d'urbanisme). Ces mesures seront volontairement limitées à des prescriptions simples adaptées au contexte :

- pose de batardeau,
- mise hors d'eau des compteurs électriques,
- création d'un niveau refuge (au vu des hauteurs d'eau et des durées de submersion un simple accès au toit sera suffisant dans la majorité des cas).

Le fait d'inscrire ces mesures dans le PPRi permettra aux particuliers concernés d'accéder à des aides de l'État pour leur mise en œuvre.

Les mesures de prévention et de sauvegarde à destination des collectivités seront également limitées au rappel des principales obligations réglementaires en matières de préparation à la gestion de crise, d'information du public, de gestion des eaux pluviales et de mise en oeuvre des pouvoirs de police du maire.

Comme tous les PPRi du département le PPRi de Manthes ne prescrira pas de travaux de prévention des crues. En effet, ce type de travaux nécessite des études spécifiques pour en déterminer la faisabilité, pour choisir les options techniques, pour examiner l'efficacité et l'efficacité économique des différentes solutions, etc. Tous ces éléments ne peuvent pas être appréciés à partir des informations propres au PPRi (aléa et enjeux). De plus ces opérations sont soumises à des procédures d'autorisations administratives dont le résultat n'est pas anticipable au stade du PPR.

La prescription puis l'approbation d'un PPRi entraîneront de nouvelles obligations réglementaires (PCS, DICRIM, IAL, etc.) conduisant à une meilleure information du public sur les risques d'inondations. Ce point est particulièrement important pour Manthes, du fait de la présence d'établissements sensibles en zones inondables, dont la gestion de crise doit être anticipée.

Bien sûr l'élaboration du PPRi respectera les différentes phases et obligations de la procédure en particulier l'association des collectivités et la concertation avec le public.

### **1.3. La prescription du PPRN sera-t-elle appelée à s'inscrire dans un programme d'élaboration plus large impliquant d'autres PPRN ?**

Avec le PPRi approuvé de Saint-Rambert-d'Albon et les projets de PPRi d'Epinouze et de Saint-Sorlin-en-Valloire le PPRi de Manthes viendra compléter le programme des PPRi de la Valloire.

### **1.4. Le territoire est-il inclus dans un territoire à risques importants d'inondation (TRI) au sens de l'arrêté du 12/12/2012 ?**

NON

## **2. Description des caractéristiques principales de la zone susceptible d'être touchée**

### **2.1. Décrivez les enjeux environnementaux du territoire (mention des principaux zonages environnementaux à joindre en annexe) sensibilité, vulnérabilité, tendances d'évolution :**

Les quelques zones boisées des rives des canaux constituent un des enjeux environnementaux de cette vaste zone agricole. Mais le principal enjeu est le maintien de la zone d'expansion des crues indispensable au rechargement de la nappe alluviale.

Existence d'un SAGE : SAGE Bièvre – Liers – Valloire en cours d'élaboration depuis 2013.

Prenant en compte les risques naturels concernés ?

« Une meilleure maîtrise du risque inondation » constitue un des enjeux du SAGE. Pour atteindre cet objectif le projet de SAGE indique « L'amélioration des connaissances sur l'aléa inondation, la définition des systèmes d'endiguement par les collectivités et la poursuite des aménagements hydrauliques devraient permettre une meilleure gestion du risque inondation sur le territoire. ».

En permettant la maîtrise de l'urbanisation dans les zones inondables, la réalisation d'un PPRi s'inscrit donc parfaitement dans les objectifs du projet de SAGE. La préservation des champs d'expansion des crues, indispensable à la recharge de la nappe des alluvions fluvio-glaciaires est également en parfaite synergie avec l'objectif de préservation qualitative et quantitative de cette nappe figurant dans le SAGE.

Existence d'éléments constitutifs du SRCE ? Oui

Trame bleue, les sources des Veuzes et le Dolure figurent, pour partie, parmi les cours d'eau d'intérêt écologique.

Ces éléments du SRCE sont liés à la présence même des cours d'eau. Le PPRi n'ayant pas d'impact sur le lit mineur des cours d'eau, il n'aura pas d'impact sur leur qualité biologique et sur leurs évolutions physiques.

Une seule ZNIEFF de type 2 «Chambarans, n°2604 » est recensée. Elle occupe une petite portion de la pointe sud du territoire sans lien avec les secteurs inondables que réglementera le PPRi.

Natura 2000 (Site concerné ou situé à proximité ?) Non

Zone de montagne ou littoral : Non

## 2-2. Le territoire concerné fait-il l'objet d'une procédure d'urbanisme en cours ou de documents de planification approuvés ?

Le POS de 2000 est caduque depuis le 27 mars 2017 (loi ALUR), la commune est donc retombée au RNU. L'élaboration d'un PLU a été prescrite en 2014, le projet devrait être arrêté rapidement, il intègre les risques d'inondations.

Ces documents ont-ils fait l'objet d'une évaluation environnementale ? NON

## 2.3 Décrivez les pressions pesant sur le territoire concerné (par exemple étalement urbain...) :

Le projet de PLU prévoit la création d'une cinquantaine de logements sur la période 2018/2030, par densification du centre bourg. La pression foncière s'exerçant sur la commune est donc assez faible et sera maîtrisée par le projet de PLU, elle l'est actuellement l'urbanisation étant régie par le RNU.

## 3. Description des principales incidences (positives, négatives, directes, indirectes, cumulatives) sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du PPRN :

S'agissant des champs environnementaux, autres que les risques, décrivez les effets potentiels du projet de PPRN :

### Effets potentiels sur l'étalement urbain : aucun

L'étalement urbain sera maîtrisé par le PLU, le PPRi ne changera en rien cette situation, en effet le PLU intégrera un zonage réglementaire des zones inondables et un règlement préfigurant le futur PPRi. Le PPRi n'entraînera donc pas de réorientation spatiale du développement urbain, au demeurant limité, de la commune. Quant au centre urbain impacté par les inondations, le PPRi entraînera simplement le respect de prescription constructives aux éventuelles opérations de renouvellement urbain qui pourraient le concerner.

### Effets potentiels sur les zones naturelles et agricoles : éventuellement positif

Le PPRi n'a pas pour objectif de définir le zonage d'occupation des sols, les zones agricoles inondables restent agricoles de même pour les zones naturelles. On peut cependant considérer que le PPRi vient, dans les zones inondables, conforter l'ensemble des politiques publiques qui visent à préserver ces espaces, l'effet du PPRi n'est donc positif que si les autres outils de préservation ont été défailants (cet impact est cependant limité aux seules zones inondables). Dans le cas de Manthes le projet de PLU montre que la protection des zones naturelles et agricoles a bien été prise en compte, le PPRi n'entraînera pas de bouleversement de ce point de vue.

**Effets potentiels sur les pollutions des eaux (accidentelles notamment) : positif**

La création d'un PPRi est bénéfique par l'interdiction de stockage de produits polluants ou dangereux sous la cote de référence et par l'obligation d'arrimage des cuves et citernes (prescriptions type du règlement du PPRi).

**Effets potentiels sur le patrimoine bâti, les sites et paysages : aucun**

De manière générale, un PPRi n'a pas d'impact direct sur les paysages puisqu'il ne change pas l'occupation du sol existante, tout au plus il peut empêcher l'évolution des paysages naturels et agraires vers un paysage émergent\*, ce qui peut être considéré comme un impact positif. Le PPR n'a pas d'effet direct sur le patrimoine bâti.

\*paysages naturels ou ruraux qui ont évolué à partir de la seconde moitié du XX ème siècle, vers des formes d'urbanisation diffuse à vocation résidentielle.

**Effets potentiels sur le cadre de vie, l'exposition des populations aux pollutions et nuisances : positif**

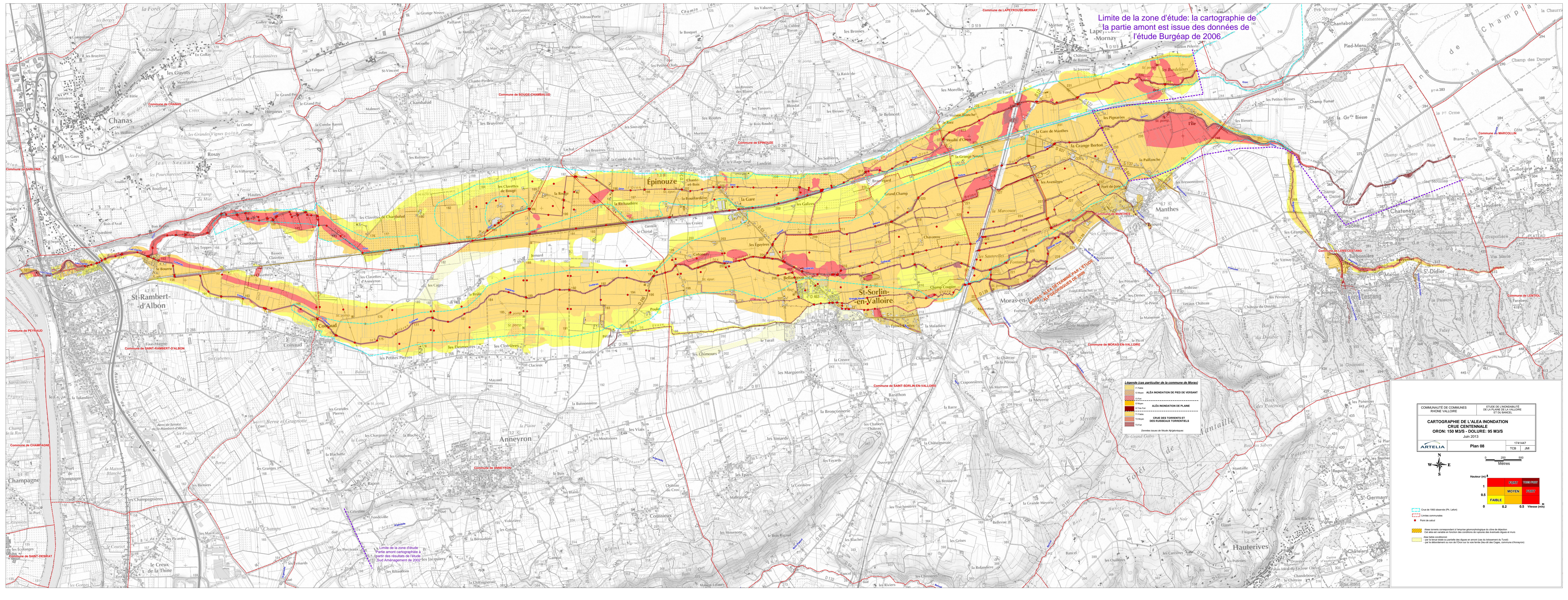
Par ses mesures de diminution de la vulnérabilité de l'existant, le PPRi vise à réduire la vulnérabilité aux crues des personnes et des biens, il permet donc une amélioration de la qualité de vie.

Les mesures de prévention, de protection, de sauvegarde (PCS, DICRIM) et d'information (IAL), contribuent à la diffusion de la culture du risque et à une meilleure information du public sur le fonctionnement des cours d'eau dans leurs composantes : hydraulique, morphologique et biologique.

## 4. Synthèse

La réalisation d'un PPRi sur la commune de Manthes a pour principal objectif la définition des mesures de réduction de la vulnérabilité des bâtiments existants. Elle permettra également de pérenniser la maîtrise de l'urbanisation en zone inondable, en conférant le statut de servitude d'utilité publique au zonage et au règlement qui figurent déjà dans le projet de PLU de la commune. Le PPRi n'aura pas d'impact nouveau en termes d'urbanisme puisqu'il ne remettra pas en cause les orientations du PLU déjà conforme aux principes que fixera le PPRi. En matière d'environnement, de santé humaine et de cadre de vie ses impacts seront positifs par :

- la préservation sur le long terme de la ripisylve du Dolure et des Veuzes,
- la préservation des champs d'expansion des crues,
- L'information de la population sur les risques et le fonctionnement des cours d'eau,
- La préparation à la gestion de crise qu'il rendra obligatoire.



Limite de la zone d'étude: la cartographie de la partie amont est issue des données de l'étude Burgéap de 2006

**Legende (en particulier de la commune de Moras)**

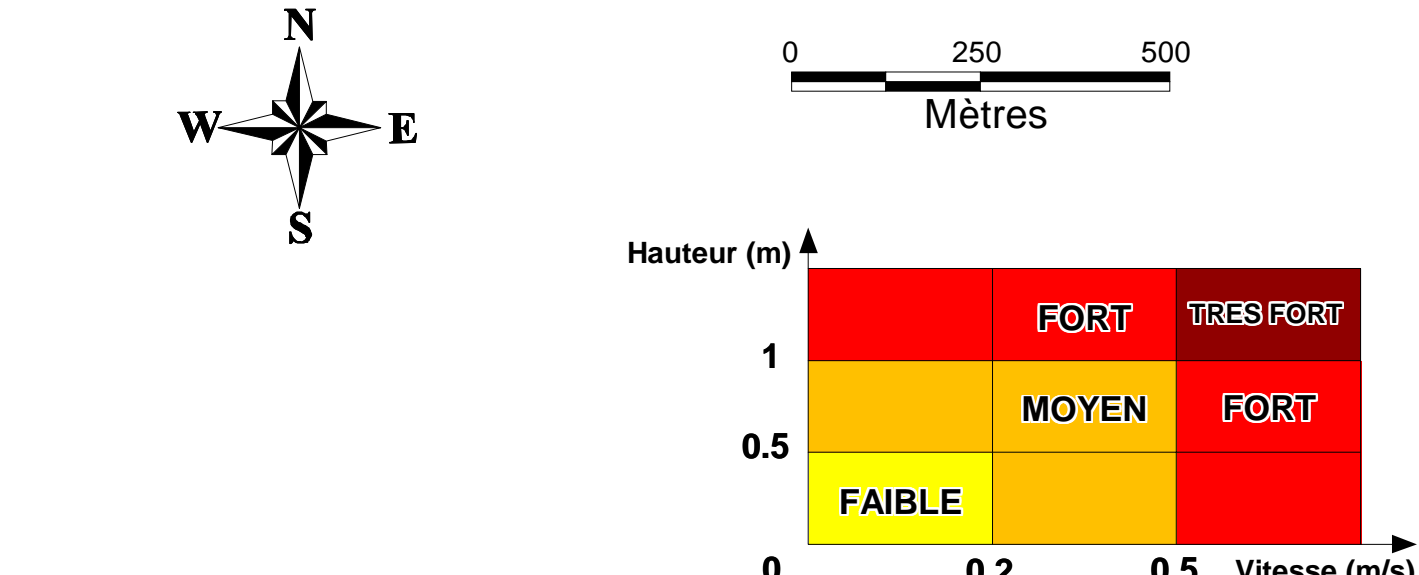
13 Mètres	ALÉA INONDATION DE PIED DE VERSANT
10 Mètres	ALÉA INONDATION DE PLANE
11 Mètres	CRUE DES TORRENTS ET DES RUISSEAUX TORRENTIELS
12 Mètres	
13 Mètres	
14 Mètres	
15 Mètres	

Données issues de l'étude Burgéap 2006

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES RHONE VALLOIRE ETUDE DE L'INONDABILITE DE LA PLANE DE LA VALLOIRE ET DU BANCEL

**CARTOGRAPHIE DE L'ALEA INONDATION CRUE CENTENALE**  
**ORON: 150 M3/S - DOLLEURE: 95 M3/S**  
 Juin 2013

ARTELIA Plan 08 TCB JMI



Crue de 1999 (source IFP, Letati)

Limites communales

Piont de calcul

Alés torrents correspondant à l'emprise géomorphologique du cône de déjection

Alés torrents correspondants

Alés torrents correspondants

Alés torrents correspondants



# COMMUNE DE MANTHES DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

## ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

### Pièce n°2

## Projet d'Aménagement et de Développement Durables

#### MAIRIE DE MANTHES

1 Place de la Mairie  
26 210 MANTHES

Tél : 04 75 31 92 40  
Fax : 04 75 31 94 18

Mail : [mairiemanthes@wanadoo.fr](mailto:mairiemanthes@wanadoo.fr)

#### INTERSTICE SARL

*Urbanisme et conseil en qualité environnementale*

30 Avenue Général Leclerc – Bât. Orion  
38 200 VIENNE

Tél : 04.74.29.95.60

[interstice.urbanisme@wanadoo.fr](mailto:interstice.urbanisme@wanadoo.fr)

**INTERSTICE**  
URBANISME // CONSEIL EN QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE

# 1. MAÎTRISER LE DÉVELOPPEMENT COMMUNAL EN RENFORÇANT LE CENTRE-VILLAGE

## ➤ Maitriser le développement urbain, en cohérence avec la capacité des réseaux publics et les prescriptions supra-communales

- Adapter le rythme de croissance démographique au caractère rural du territoire en cohérence avec les prescriptions supra-communales

*Si en moyenne, 7 logements par an ont été construits ces dernières années, la commune souhaite se projeter sur un rythme d'environ 5 nouveaux logements par an.*

*Cette production de logements est adaptée aux caractéristiques du territoire (équipements, infrastructures, réseaux) et permet d'accueillir la population dans de bonnes conditions*

- Sur une période de 12 ans, l'objectif est de construire environ 50 à 55 logements
- La construction des logements envisagés permettra d'accueillir de l'ordre de 130 habitants supplémentaires, soit une population globale d'environ 805 habitants à horizon 2027

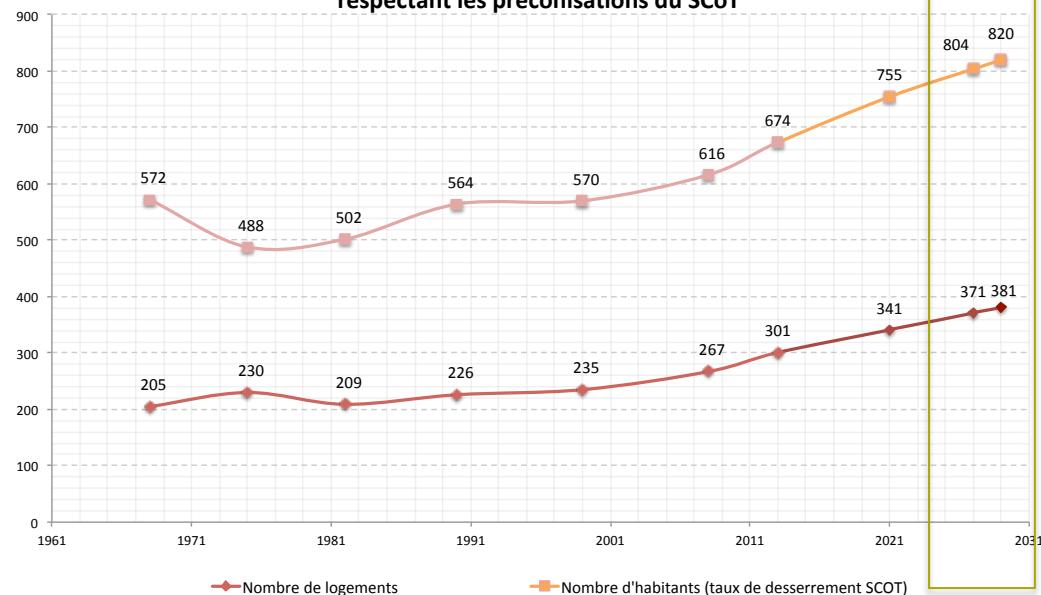
### Prescriptions du SCoT

Commune identifiée comme « village » :

- > Possibilité de construire au maximum 5,5 logts/an par tranche de 1000 hab.
- > Soit 3,7 nouveaux logements / an maximum (Population INSEE 2013 : 674 hab.)
- > Soit 37 à 44 nouveaux logements maximum en 10-12 ans

Environ 805 habitants en 2027

Projection du nombre de logements et du nombre d'habitants à l'horizon 2027 respectant les préconisations du SCoT



# 1. MAÎTRISER LE DÉVELOPPEMENT COMMUNAL EN RENFORÇANT LE CENTRE-VILLAGE

---

## ➤ Adapter les capacités foncières aux besoins réels des 10 à 12 prochaines années, conformément aux objectifs nationaux de réduction de la consommation d'espace agro-naturel

- Définir des limites claires à l'urbanisation, afin de concilier développement urbain, modération de la consommation d'espace et préservation des espaces agro-naturels
- Privilégier les secteurs déjà insérés dans le tissu existant ou le renouvellement urbain plutôt que des secteurs situés en extension et ou situés dans les zones de risque d'inondation (secteur La Paillanche/Port de Jonc)
- Encadrer le développement par des orientations d'aménagement et de programmation dans les secteurs de projet, pour garantir une optimisation du foncier, une cohérence urbaine, pour favoriser la qualité urbaine, architecturale et paysagère et promouvoir une densité attractive

## ➤ Modérer la consommation d'espace

*Si entre 2009 et 2015, environ 7 ha ont été nécessaires au développement démographique (environ 35 logements), le PLU réserve seulement 3 ha d'espace non artificialisé pour accueillir le développement futur (55 logements), dont 30% d'espace artificialisé dans les « dents creuses » et 70% au sein de l'enveloppe urbaine existante*

*Par le choix d'une urbanisation plus compacte (densité d'environ 17 logements par hectare dans les secteurs de projet) et des formes urbaines plus durables, le PLU permet :*

- Densifier davantage le centre-village par le repérage de secteurs de projets dans le tissu urbain et en encourageant le renouvellement urbain
- Réduire la surface urbanisée moyenne par habitant d'environ 13%

# 1. MAÎTRISER LE DÉVELOPPEMENT COMMUNAL EN RENFORÇANT LE CENTRE-VILLAGE

---

## ➔ Organiser un développement urbain cohérent dans le centre-bourg

- **Renforcer le poids démographique du centre-village** : permettre aux habitants de vivre au plus près des équipements et des services
  - Le secteur « **Place du Parc** » : site stratégique à mi-chemin entre les équipements scolaires, de loisirs et de la petite enfance et la Mairie
  - Le secteur « **Rue des Sources** » : situé à l'entrée Est de la commune, entre les deux pôles principaux du centre-village : la Mairie et l'école
  - Le secteur « **Les Poiriers** » : situé au carrefour de la route de Saint-Sorlin et du chemin des Poiriers, à proximité immédiate des services et équipements du territoire (environ 600 mètres de l'école)
- **Urbaniser en priorité les secteurs équipés** en réseaux, secteurs desservis par l'adduction en eau potable et par le réseau d'assainissement notamment

## ➔ Poursuivre la diversité des formes urbaines

- Poursuivre les efforts de **diversification des types d'habitat et de logements**
  - Prévoir une **mixité des formes urbaines** dans les opérations (équilibre entre habitat individuel, individuel groupé et intermédiaire principalement), en conciliant densité et qualité urbaine
  - Permettre la réalisation **d'opérations de logements de taille variée** (logements familiaux mais aussi de petite taille)
- **Maintenir un bon niveau de logement social** sur la commune autant que faire se peut



# COMMUNE DE MANTHES

DEPARTEMENT DE LA DROME

## PLAN LOCAL D'URBANISME

---

### PIECE N°5 : REGLEMENT ECRIT

Document provisoire

Décembre 2016

**Mairie de MANTHES**

**1 place de la Mairie  
26 210 MANTHES**

**Tél. : 04 75 31 92 40  
Fax : 04 75 31 94 18  
[mairiemanthes@wanadoo.fr](mailto:mairiemanthes@wanadoo.fr)**

## TITRE I

---

# DISPOSITIONS GENERALES

# CHAPITRE 1

## PRISE EN COMPTE DES RISQUES NATURELS

---

La commune de Manthes est concernée par des risques naturels au titre de l'article R.111-2 du Code de l'Urbanisme.

### 1. CARTE DES ALEAS (ETUDE RHONE-VALLOIRE SOGREAH 2012)

---

Une étude d'inondabilité a été réalisée à l'échelle de la plaine de la Valloire et la vallée du Bancel, par la Communauté de Communes de Rhône Valloire (CCRV) en 2012 (étude de SOGREAH devenu ARTELIA). Cette étude définit les aléas de type inondation sur les cours d'eau, les torrents et les combes en fonction de deux paramètres : la hauteur et la vitesse. La carte des aléas correspond à une crue centennale, c'est à dire la probabilité d'apparition sur une année est de 1/100. Elle a été élaborée grâce à une modélisation : analyse statistique des données pluviométriques. Les digues ne sont pas prises en compte.

### 2. PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES

---

Un règlement écrit et graphique a été défini par la DDT de la Drôme. Cette partie réglementaire respecte les règles nationales en matière de maîtrise de l'urbanisation et plus précisément la circulaire de juillet 2011.

Les dispositions suivantes sont issues du règlement de la DDT 26 élaboré en décembre 2016 :

#### 2.1. DANS TOUS LES SECTEURS DELIMITES AU PLAN DE ZONAGE PAR UNE TRAME SPECIFIQUE REPRESENTANT LE CHAMP D'INONDATION SONT STRICTEMENT INTERDITS

- la création de bâtiments nécessaires à la gestion de crise, notamment ceux nécessaires à la sécurité civile et au maintien de l'ordre public
- la création de sous-sol
- la modification sans étude préalable des ouvrages jouant un rôle de protection contre les crues

#### 2.2. DANS LES SECTEURS R1, R2, R3 ET R4, DU CHAMP D'INONDATION

Toutes les constructions nouvelles sont interdites, à l'exception de celles énumérées ci-dessous et à condition qu'elles ne fassent pas obstacle à l'écoulement des eaux, qu'elles n'aggravent pas les risques et leurs effets :

##### 2.2.1. PEUVENT ETRE AUTORISES EN SECTEUR R1, R2, R3 ET R4 :

- **Les travaux courants d'entretien et de gestion des bâtiments existants**
- **La reconstruction et la réparation d'un bâtiment existant sinistré**, si la sécurité des occupants est assurée et la vulnérabilité des biens réduite
- **L'extension au sol des constructions à usage :**
  - **d'habitation** aux conditions suivantes :
    - sans création de nouveau logement
    - l'emprise au sol ne dépassera pas 20 m<sup>2</sup>
    - l'extension sera réalisée soit sur vide sanitaire soit sur un premier niveau qui ne pourra pas recevoir une pièce habitable

- **professionnel (artisanal, agricole et industriel)**, nécessaires au maintien de l'activité économique existante aux conditions suivantes :
  - l'extension proposée devra permettre une réduction globale de la vulnérabilité des biens et des personnes pour l'ensemble du bâtiment (extension comprise)
  - le personnel accueilli ne devra pas augmenter de manière sensible
- **d'Établissement Recevant du Public (ERP)** quel que soit la catégorie ou le type aux conditions suivantes :
  - l'extension ne peut excéder 10% de l'emprise au sol initiale
  - l'extension peut être la conséquence de la mise aux normes du bâtiment, dans tous les cas elle doit conduire à une réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens
  - elle ne doit pas conduire à une augmentation de la population accueillie
- **La surélévation des constructions existantes à usage :**
  - **d'habitation**, sous réserve de ne pas créer de nouveaux logements
  - **professionnelle (artisanal, agricole et industriel)**, sous réserve de ne pas augmenter de manière sensible la capacité d'accueil et la vulnérabilité des biens exposés au risque
  - **d'ERP** quel que soit la catégorie ou le type, sous réserve de ne pas augmenter la capacité d'accueil et la vulnérabilité des biens exposés au risque
- **Le changement de destination ou d'usage des locaux** au-dessus de la cote de référence sans augmentation de population ni augmentation de la valeur des biens exposés aux risques
- **Le changement de destination ou d'usage des locaux** au-dessous de la cote de référence lorsqu'il entraîne une diminution significative de l'exposition aux risques des personnes et des biens
- **La création de garage individuel fermé** sous la cote de référence dont la superficie ne dépasse pas 20m<sup>2</sup>
- **Les piscines.** Le local technique ne dépassera pas 6m<sup>2</sup>. Les équipements sensibles et les réseaux électriques seront disposés hors d'eau
- **La création d'abris de jardin ou appentis**, sous la cote de référence, dont la superficie ne dépasse pas 20m<sup>2</sup>
- **Les clôtures** à condition d'être réalisées sans mur bahut, avec un simple grillage. Elles doivent être perméables afin de ne pas gêner l'écoulement de l'eau
- **Les aménagements d'espaces de plein air** (espaces verts, équipements sportifs ouverts et de loisirs), sans constructions annexes, hormis les sanitaires. Les éléments accessoires (bancs, tables, portiques, ...) seront ancrés au sol
- **Les carrières autorisées** au titre de la législation sur les installations classées, comprenant des sites d'extraction et des installations de traitement et de stockage dont l'impact n'aggrave aucune situation en terme de risques
- **Les constructions et installations techniques** liées à la gestion et à l'utilisation des cours d'eau, à l'exploitation des captages d'eau potable et aux réseaux publics ou d'intérêt général et collectif (électricité, gaz, eau, téléphone, pipeline, éoliennes, ...) à condition de limiter au maximum leur impact et si aucune implantation alternative n'est raisonnablement envisageable. Cette impossibilité d'implantation en dehors de la zone inondable devra être clairement démontrée. Elles ne doivent pas faire l'objet d'une occupation humaine permanente et ne pas être implantées à moins de 10 mètres de la crête de berge des cours d'eau, ruisseaux, talwegs. Les équipements sensibles doivent être situés à une cote supérieure à la cote de référence
- **Les infrastructures publiques de transport** dans le respect des règles du Code de l'Environnement. Elles ne doivent pas entraver le libre écoulement des crues et ne pas aggraver les risques
- **Les ouvrages publics de protection et d'aménagement contre les crues**, à condition de ne pas avoir d'impact négatif en amont et en aval



**2.2.2. PEUVENT ETRE AUTORISES EGALEMENT EN SECTEUR R3**

- **La création de bâtiments liés et nécessaires à l'exploitation agricole ou forestière existante**, autres que les bâtiments d'habitations ou ceux destinés à l'élevage, si aucune autre solution alternative n'est raisonnablement envisageable ailleurs
- **Le changement de destination des locaux** au-dessus de la cote de référence pour l'aménagement de locaux liés et nécessaires à l'activité agricole. Si le changement de destination conduit à créer ou à étendre un ERP lié à l'activité agricole, seuls les ERP de 5<sup>ème</sup> catégorie sont autorisés

**2.2.3. PEUVENT ETRE AUTORISES UNIQUEMENT EN SECTEUR R4**

**Le changement de destination ou d'usage des locaux** au-dessus de la cote de référence sauf pour les ERP de types R, U (recevant plus de 20 personnes) et J.

**2.2.4. LES PROJETS NOUVEAUX AUTORISES DOIVENT RESPECTER LES PRESCRIPTIONS D'URBANISME SUIVANTES**

- Fixer **la hauteur des planchers** utiles destinés à supporter des personnes ou des équipements sensibles (groupe électrogène, dispositif de chauffage, etc.) au-dessus de la cote de référence, soit à :
  - **2,30 m / TN** pour le **secteur R1<sup>1</sup>**,
  - **1,20 m / TN** pour le **secteur R2**
  - **0,70 m / TN** pour le **secteur R3** et pour le **secteur R4**
- Réaliser les constructions sur **vide sanitaire inondable, aéré, vidangeable et non transformable** ou sur **un premier niveau non habitable** pour les extensions de moins de 20 m<sup>2</sup>. Les bâtiments existants du secteur R4, pourront s'affranchir du vide-sanitaire mais le premier plancher devra quand même être surélevé au minimum, au-dessus de la cote de référence

**2.3. DANS LES SECTEURS (B), DU CHAMP D'INONDATION**

Toutes les **constructions nouvelles** sont **interdites**, à l'exception de celles énumérées ci-dessous à condition qu'elles n'aggravent pas les risques et leurs effets :

**2.3.1. PEUVENT ETRE AUTORISES SUR LES SECTEURS B1, B2 ET B3**

- **Les travaux courants d'entretien et de gestion des bâtiments existants** ainsi que ceux destinés à réduire les risques pour leurs occupants
- **La reconstruction et la réparation d'un bâtiment existant sinistré**, si la sécurité des occupants est assurée et la vulnérabilité des biens réduite
- **La création de constructions à usage :**
  - **d'habitation**
  - **d'ERP** de 4<sup>ème</sup> ou 5<sup>ème</sup> catégorie, hors types R, U (recevant plus de 20 personnes) et J
  - **professionnel (artisanal, agricole hors élevages et industriel)**
- **L'extension au sol ou la surélévation des constructions existantes à usage :**
  - **d'habitation**
  - **professionnel (artisanal, agricole et industriel)**
  - **d'ERP** classés en 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> catégories hors types R, U (recevant plus de 20 personnes) et J

---

<sup>1</sup> La hauteur de 2,30 m correspond à la hauteur d'un premier étage, cela ne signifie pas que dans ces secteurs la hauteur d'eau atteint 2,30 m.

## **DISPOSITIONS GENERALES**

---

- **d'ERP** classés en 1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> catégories, quel que soit le type et d'ERP classés en 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> catégories de type R, U (recevant plus de 20 personnes) et J, aux conditions suivantes :
  - l'extension peut être la conséquence de la mise aux normes du bâtiment, dans tous les cas elle doit conduire à une réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens
  - l'aménagement ne doit pas conduire à une augmentation sensible de la population accueillie
- **Le changement de destination ou d'usage des locaux** au-dessus de la cote de référence sous réserve que la destination nouvelle soit autorisée
- **Le changement de destination ou d'usage des locaux** au-dessous de la cote de référence lorsqu'il entraîne une diminution significative de l'exposition aux risques des personnes et des biens
- **La création de garage individuel fermé** sous la cote de référence dont la superficie ne dépasse pas 20 m<sup>2</sup>
- **Les piscines.** Le local technique ne dépassera pas 6 m<sup>2</sup>. Les équipements sensibles et les réseaux électriques seront, si possible, disposés hors d'eau
- **La création d'abris de jardin ou appentis**, sous la cote de référence, dont la superficie ne dépasse pas 20 m<sup>2</sup>
- **Les clôtures** à condition d'être réalisées sans mur bahut, avec un simple grillage. Elles doivent être perméables afin de ne pas gêner l'écoulement de l'eau
- **Les aménagements d'espaces de plein air** (espaces verts, équipements sportifs ouverts et de loisirs). Les éléments accessoires (bancs, tables, portiques, etc.) seront ancrés au sol
- **Les constructions et installations techniques liées à la gestion et à l'utilisation des cours d'eau**, à l'exploitation des captages d'eau potable et aux réseaux publics ou d'intérêt général et collectif (électricité, gaz, eau, téléphone, pipe-line, éoliennes, ...) à condition de limiter au maximum leur impact et si aucune implantation alternative n'est raisonnablement envisageable. Cette impossibilité d'implantation en dehors de la zone inondable devra être clairement démontrée. Elles ne doivent pas faire l'objet d'une occupation humaine permanente et ne pas être implantées à moins de 10 mètres de la crête de berge des cours d'eau, ruisseaux, talwegs. Les équipements sensibles doivent être situés à une cote supérieure à la cote de référence
- **Les infrastructures publiques de transport dans le respect des règles du code de l'Environnement.** Elles ne doivent pas entraver le libre écoulement des crues et ne pas aggraver les risques
- **La création de parkings et aires de stationnement ouverts au public** en zone urbaine, si aucune implantation alternative, en dehors de la zone inondable, n'est possible. Ces aménagements devront faire l'objet d'un plan de gestion particulier en période de crue, afin de garantir la sécurité des usagers et des véhicules, qui devra être intégré au Plan Communal de Sauvegarde
- **Les ouvrages publics de protection et d'aménagement contre les crues peuvent être autorisés**, à condition de ne pas avoir d'impact négatif en amont et en aval

### **2.3.2. LES PROJETS NOUVEAUX AUTORISES DOIVENT RESPECTER LES PRESCRIPTIONS D'URBANISME SUIVANTES :**

- Fixer **la hauteur des planchers utiles** destinés à supporter des personnes ou des équipements sensibles (groupe électrogène, dispositif de chauffage, etc.) au-dessus de la cote de référence, soit à :
  - **+0,70 m / TN pour le secteur B1**
  - **altitude de 235 m NGF pour le secteur B2**
  - **+0,30 m / TN pour le secteur B3**
- Réaliser **les constructions sur vide sanitaire inondable, aéré et vidangeable.** Une plate-forme de type paillason pourra être admis dans le secteur B2

### **2.4. DISPOSITIONS CONCERNANT LES TALWEGS, VALLATS, RUISSEAUX ET RAVINS**

Il s'agit des cours d'eau représentés en trait plein ou pointillé sur les cartes IGN 1/25 000 ou indiqués sur le fond cadastral (ravins ou fossés).

## **DISPOSITIONS GENERALES**

---

Dans une **bande de 20 mètres** de part et d'autre de l'axe des thalwegs, vallats, ruisseaux ou ravins (pour limiter les risques liés à l'érosion des berges) :

- **Interdiction d'implanter de nouvelles constructions** en dehors de garages dont la surface sera limitée à 20 m<sup>2</sup>
- **Autorisation d'extensions limitées (20 m<sup>2</sup>) des constructions existantes**, la cote du premier plancher utile sera déterminée en fonction des caractéristiques hydrauliques du cours d'eau, de la topographie et de la géologie locale

### **2.5. DISPOSITIONS CONCERNANT LA ZONE A RISQUE MOUVEMENT DE TERRAIN**

Le mouvement de terrain indiqué sur la carte de zonage était déjà indiquée sur la carte des argiles / mouvements de terrain fournie lors du PAC initial. Dans cette zone et à défaut d'étude géotechnique définissant les conditions d'adaptation des constructions à la nature du sol, il convient d'exclure l'implantation de toute construction nouvelle.

Département de la Drôme

Commune de Manthes

Plan Local d'Urbanisme  
Pièce 4c

DOCUMENT PROVISoire DÉCEMBRE 2016

Plan des risques au 1/5000

INTERSTICE SARL  
Urbanisme et conseil en qualité environnementale

Valérie BERNARD  
30 Avenue Général Leclerc  
38200 Vienne

Tel : 04 74 29 95 60  
contact@interstice-urba.com

INTERSTICE  
URBANISME ET CONSEIL EN QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE

0 50 100 m

Zones définies au Plan Local d'Urbanisme

Prescriptions particulières

- ▣ Périmètre de protection immédiate du captage
- ▣ Périmètre de protection rapprochée du captage
- ▣ Périmètre de protection éloignée du captage
- ∩ Zone de nuisances sonores autour de la voie ferrée (300m)

Informations

- ★ Monument historique
- ▣ Périmètre de protection autour du pignon, inscrit monument historique et du clocher et du chevet de l'église, classé monument historique, reporté à titre indicatif
- Bâtiment non cadastré (positionné à titre indicatif)
- +++ Voie de chemin de fer

Risques Naturels

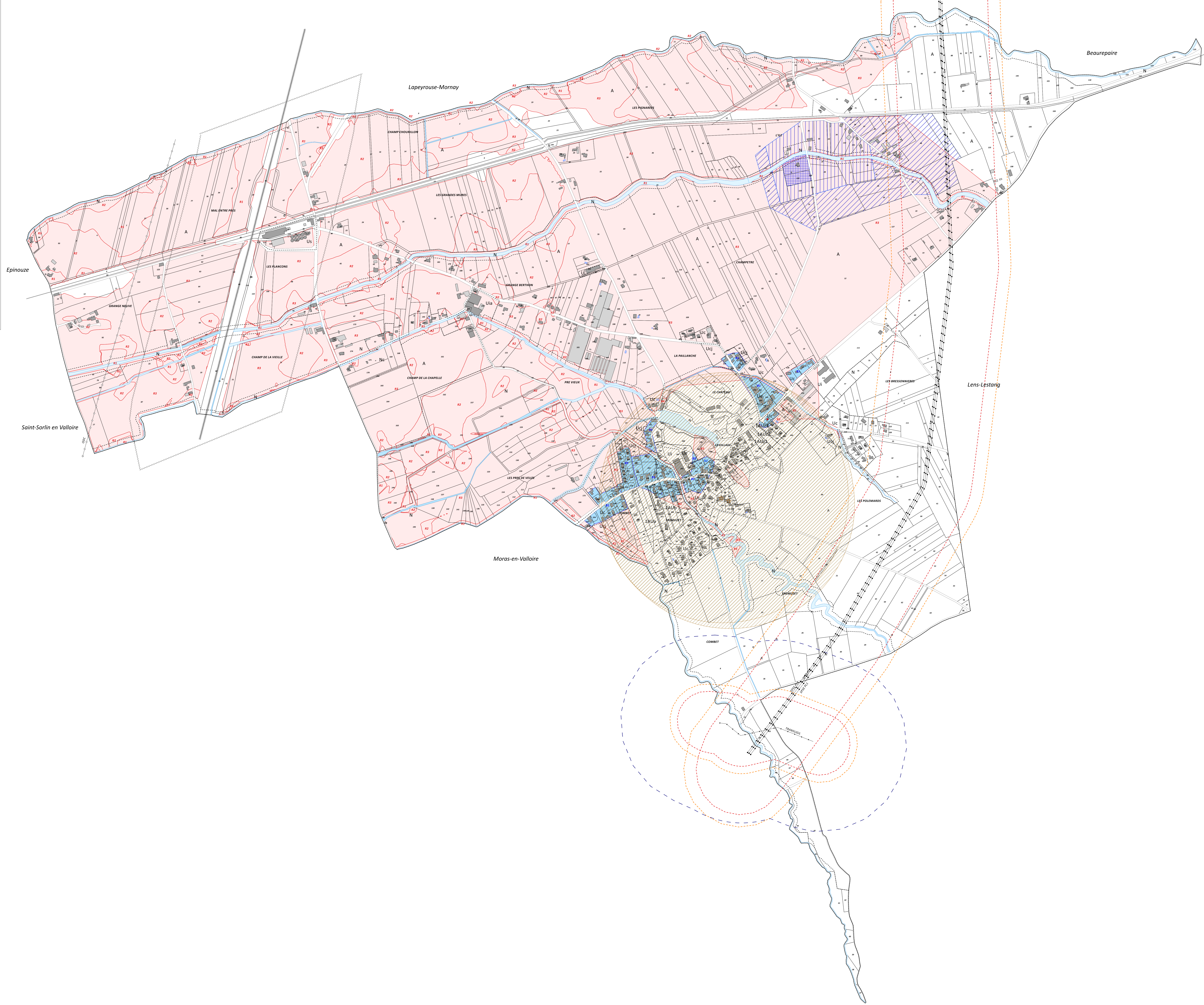
- Zone inconstructible sauf exceptions (R1, R2, R3 et R4)

Risques Technologiques

Avertissement : Les zones de risques technologiques sont reportées à titre indicatif. Se reporter aux plans de risques détaillés publiés pour plus de précisions.

- Canalisations de transport d'hydrocarbures (SPSE PL1, PL2 et PL3)
- Canalisations de transport d'hydrocarbures (DIOC TRAINS)
- Canalisations de transport de propylène
- ELS : Zone d'effets Métaux significatifs
- PEL : Zone de premiers effets Métaux
- IRE : Zone d'effets irréversibles

- Zone constructible sous conditions (B1, B2 et B3)



## CHAMBARANS

**Départements et communes concernées en Rhône-Alpes**

**Surface : 31 509 ha**

### Drôme

LE CHALON, CHATEAUNEUF-DE-GALAURE, CREPOL, LE GRAND-SERRE, HAUTERIVES, LENS-LESTANG, MANTHES, MIRIBEL, MONTCHENU, MONTMIRAL, MONTRIGAUD, MORAS-EN-VALLOIRE, SAINT-BONNET-DE-VALCLERIEUX, SAINT-CHRISTOPHE-ET-LE-LARIS, SAINT-LAURENT-D'ONAY, SAINT-MICHEL-SUR-SAVASSE, SAINT-SORLIN-EN-VALLOIRE,

### Isère

BESSINS, BRION, CHASSELAY, CHATENAY, CHEVRIERES, DIONAY, LENTIOL, MARCOLLIN, MARNANS, MONTAGNE, MONTFALCON, MURINAIS, ROYBON, SAINT-ANTOINE, SAINT-APPOLINARD, SAINT-CLAIR-SUR-GALAURE, SAINT-GEOIRS, SAINT-PIERRE-DE-BRESSIEUX, SAINT-SIMEON-DE-BRESSIEUX, THODURE, VARACIEUX, VIRIVILLE,

### ZNIEFF de type I concernées par cette zone

26040001,26040002,26040003,26040004,26040005,26040006,26040007,26040008,26040009,26040010,26040011,26040012,26040013,26040014,26040015,26040016,26040017,26040018,26040019

### Description et intérêt du site

Au sein du Bas-Dauphiné, l'originalité du pays de Chambaran réside dans son substrat géologique, qui n'a pas d'équivalent dans les régions alpines françaises : la glaise à quartzite.

Celle-ci est à l'origine de sols très pauvres, acidifiés. Ils sont recouverts à l'état naturel par une chênaie mixte à Molinie bleue, parcourue par des vallons frais tourbeux à sphaignes.

Cette particularité géologique liée à la position biogéographique, en limite de certaines influences atlantiques, explique la présence de nombreuses plantes rares dans la région, car parvenant ici en limite orientale de leur aire de répartition géographique (Millepertuis androsème, Osmonde royale, Bruyère cendrée...).

Beaucoup de ces espèces « atlantiques » trouvent refuge ici dans les prairies et landes humides issues du défrichement de la forêt et dans les vallons frais, tout comme certaines espèces montagnardes présentes ici à une altitude inhabituelle.

La partie orientale des Chambarans, très forestière, est par ailleurs propice à des espèces telles que la Bécasse des Bois.

Le zonage de type II souligne l'identité de cet ensemble au sein duquel plusieurs secteurs, abritant les habitats naturels ou les espèces les plus remarquables (forêts, étangs, ruisseaux...) sont retranscrits par diverses zones de type I, formant souvent des ensembles (zones humides) au fonctionnement très interdépendant.

Il souligne également certaines fonctionnalités naturelles :

- liées à la préservation des populations animales ou végétales, telles que celle de zone d'alimentation ou de reproduction pour de nombreuses espèces d'oiseaux (Bécasse des bois...), de batraciens (crapaud Sonneur à ventre jaune...), d'insectes (grande richesse en libellules, dont certains très rares dans la région comme la Cordulie à deux taches) et de poissons (Chabot, Lamproie de Planer...).

Il traduit également le bon état de conservation général de certains bassins versants, en rapport avec le maintien de populations d'Ecrevisse à pattes blanches, espèce réputée pour sa sensibilité particulière vis à vis de la qualité du milieu. Cette écrevisse indigène est devenue rare dans la région, tout spécialement à l'est de la vallée du Rhône ;

- de nature hydraulique en ce qui concerne les zones humides, et notamment les étangs (expansion naturelle des crues, ralentissement du ruissellement, soutien naturel d'étiage, auto-épuration des eaux...),

L'ensemble présente par ailleurs un intérêt paysager, géologique (avec notamment le gisement de sables Helvétiques fossilifères de Charmes sur l'Herbasse et Tersanne, cités à l'inventaire des sites géologiques remarquables de la région Rhône-Alpes), géomorphologique (modèle glaciaire) ainsi que biogéographique compte-tenu de son caractère d' « îlot atlantique » .

## Milieux naturels

24.52	GROUPEMENTS EURO SIBERIENS ANNUELS DES VASES FLUVIATILES
37.312	PRAIRIES A MOLINIE ACIDIPHILES
44.3	AULNAIES-FRENAIES DES FLEUVES MEDIO-EUROPEENS
44.911	BOIS D'AULNES MARECAGEUX MESO EUTROPHES
44.A1	BOIS DE BOULEAUX A SPHAGNES
51.1	TOURBIERES HAUTES A PEU PRES NATURELLES
54.12	SOURCES D'EAU DURE
54.5	TOURBIERES DE TRANSITION

## Flore

Brome des champs de Seigle	<i>Bromus secalinus</i> L.
Calamagrostide blanchâtre	<i>Calamagrostis canescens</i> (Weber) Roth
Laîche pauciflore	<i>Carex pauciflora</i> Lightf.
Laîche faux-souchet	<i>Carex pseudocyperus</i> L.
Laîche puce	<i>Carex pulicaris</i> L.
Petite Centaurée délicate	<i>Centaureum pulchellum</i> subsp. <i>pulchellum</i>
Éillet améria	<i>Dianthus armeria</i> L.
Rosolis à feuilles rondes	<i>Drosera rotundifolia</i> L.
Scirpe ovale	<i>Eleocharis ovata</i> (Roth) Roemer & Schultes
Cotonnière commune	<i>Filago vulgaris</i> Lam.
Orchis odorant	<i>Gymnadenia odoratissima</i> (L.) L.C.M. Richard
Gypsophile des murs	<i>Gypsophila muralis</i> L.
Millepertuis androsème	<i>Hypericum androsaemum</i> L.
Isolépis sétacé	<i>Isolepis setacea</i> (L.) R. Br.
Jonc des marais	<i>Juncus tenageia</i> Ehrh in L. fil.
Gesse de Nissole	<i>Lathyrus nissolia</i> L.
Gesse printanière	<i>Lathyrus vernus</i> (L.) Bernh.
Léersie faux riz	<i>Leersia oryzoides</i> (L.) Swartz
Littorelle à une fleur	<i>Littorella uniflora</i> (L.) Ascherson
Isnardie des marais	<i>Ludwigia palustris</i> (L.) Elliott
Lycopode des tourbières	<i>Lycopodiella inundata</i> (L.) Holub
Nymphoidès pelté (Petit Nénuphar)	<i>Nymphoides peltata</i> (S.G. Gmelin) O. Kuntze
Orchis à fleurs lâches	<i>Orchis laxiflora</i> Lam.
Fougère des montagnes	<i>Oreopteris limbosperma</i> (All.) Holub
Fougère royale	<i>Osmunda regalis</i> L.
Pédiculaire des forêts	<i>Pedicularis sylvatica</i> L.
Pilulaire à globules (Boulette d'eau)	<i>Pilularia globulifera</i> L.
Polystic à aiguillons	<i>Polystichum aculeatum</i> (L.) Roth
Polystic à dents sétacées	<i>Polystichum setiferum</i> (Forsskål) Woyнар
Radiole faux lin	<i>Radiola linoides</i> Roth
Renoncule à feuilles d'ophioglosse	<i>Ranunculus ophioglossifolius</i> Vill.
Rhynchospora blanc	<i>Rhynchospora alba</i> (L.) Vahl
Groseiller rouge	<i>Ribes rubrum</i> L.
Sagine subulée	<i>Sagina subulata</i> (Swartz) C. Presl
Scorzonère peu élevée	<i>Scorzonera humilis</i> L.
Petite Scutellaire	<i>Scutellaria minor</i> Hudson
Orpin paniculé	<i>Sedum cepaea</i> L.
Cumin des prés (Fenouil des chevaux)	<i>Silaum silaus</i>
Rubanier émergé	<i>Spartanium emersum</i> Rehmman
Isopyre faux pigamon	<i>Thalictrilla thalictroides</i> (L.) E. Nardi
Utriculaire négligée	<i>Utricularia australis</i> R. Br.
Utriculaire commune	<i>Utricularia vulgaris</i> L.
Violette des chiens	<i>Viola canina</i> L.

## Faune vertébrée

### Amphibien

Sonneur à ventre jaune	<i>Bombina variegata</i>
Crapaud commun	<i>Bufo bufo</i>
Péloïdote ponctué	<i>Pelodytes punctatus</i>
Grenouille agile	<i>Rana dalmatina</i>
Grenouille rousse	<i>Rana temporaria</i>
Triton alpestre	<i>Triturus alpestris</i>
Triton crêté	<i>Triturus cristatus</i>

### Mammifère

Castor d'Europe	<i>Castor fiber</i>
-----------------	---------------------

### Oiseau

Autour des palombes	<i>Accipiter gentilis</i>
Martin-pêcheur d'Europe	<i>Alcedo atthis</i>
Sarcelle d'été	<i>Anas querquedula</i>
Héron cendré	<i>Ardea cinerea</i>
Héron pourpré	<i>Ardea purpurea</i>
Engoulevent d'Europe	<i>Caprimulgus europaeus</i>
Grimpereau des bois	<i>Certhia familiaris</i>
Circaète Jean-le-Blanc	<i>Circaetus gallicus</i>
Busard des roseaux	<i>Circus aeruginosus</i>
Busard Saint-Martin	<i>Circus cyaneus</i>
Busard cendré	<i>Circus pygargus</i>
Caille des blés	<i>Coturnix coturnix</i>
Bruant fou	<i>Emberiza cia</i>
Bruant ortolan	<i>Emberiza hortulana</i>
Faucon hobereau	<i>Falco subbuteo</i>
Pie-grièche écorcheur	<i>Lanius collurio</i>
Locustelle tachetée	<i>Locustella naevia</i>
Alouette lulu	<i>Lullula arborea</i>
Guêpier d'Europe	<i>Merops apiaster</i>
Bruant proyer	<i>Miliaria calandria</i>
Milan noir	<i>Milvus migrans</i>
Courlis cendré	<i>Numenius arquata</i>
Bécasse des bois	<i>Scolopax rusticola</i>
Huppe fasciée	<i>Upupa epops</i>

### Poisson

Chabot	<i>Cottus gobio</i>
Lamproie de Planer	<i>Lampetra planeri</i>
Orvet fragile	<i>Anguis fragilis</i>
Couleuvre d'Esculape	<i>Elaphe longissima</i>
Lézard vivipare	<i>Lacerta vivipara</i>

## Faune invertébrée

### Crustacé

Ecrevisse à pattes blanches	<i>Austropotamobius pallipes</i>
-----------------------------	----------------------------------

### Libellule

Aeschna paisible	<i>Boyeria irene</i>
Calopteryx méditerranéenne	<i>Calopteryx xanthostoma</i>
Agrion mignon	<i>Coenagrion scitulum</i>
Cordulie à deux taches	<i>Epitheca bimaculata</i>
Leste sauvage	<i>Lestes barbarus</i>
Leucorrhine à large queue	<i>Leucorrhinia caudalis</i>
Leucorrhine à gros thorax	<i>Leucorrhinia pectoralis</i>
Libellule fauve	<i>Libellula fulva</i>
Sympetrum à corps déprimé	<i>Sympetrum depressiusculum</i>

## Bibliographie

**CARLIER J.**

*Étude d'accompagnement de l'opération locale agri-environnementale des Chambarans (Isère). Suivi environnemental des prairies humides. Protocole de suivi, mise en place et état initial*

2000 pages : 14 p. Consultable : AVENIR

**GARRAUD,L.**

*Flore de la Drôme. Atlas écologique et floristique*

2003 pages : 925 p Consultable : Conservatoire Botanique National Alpin

**MERLE,H.**

*Inventaire des milieux naturels et de la flore du territoire du Syndicat mixte Bièvre-Valloire*

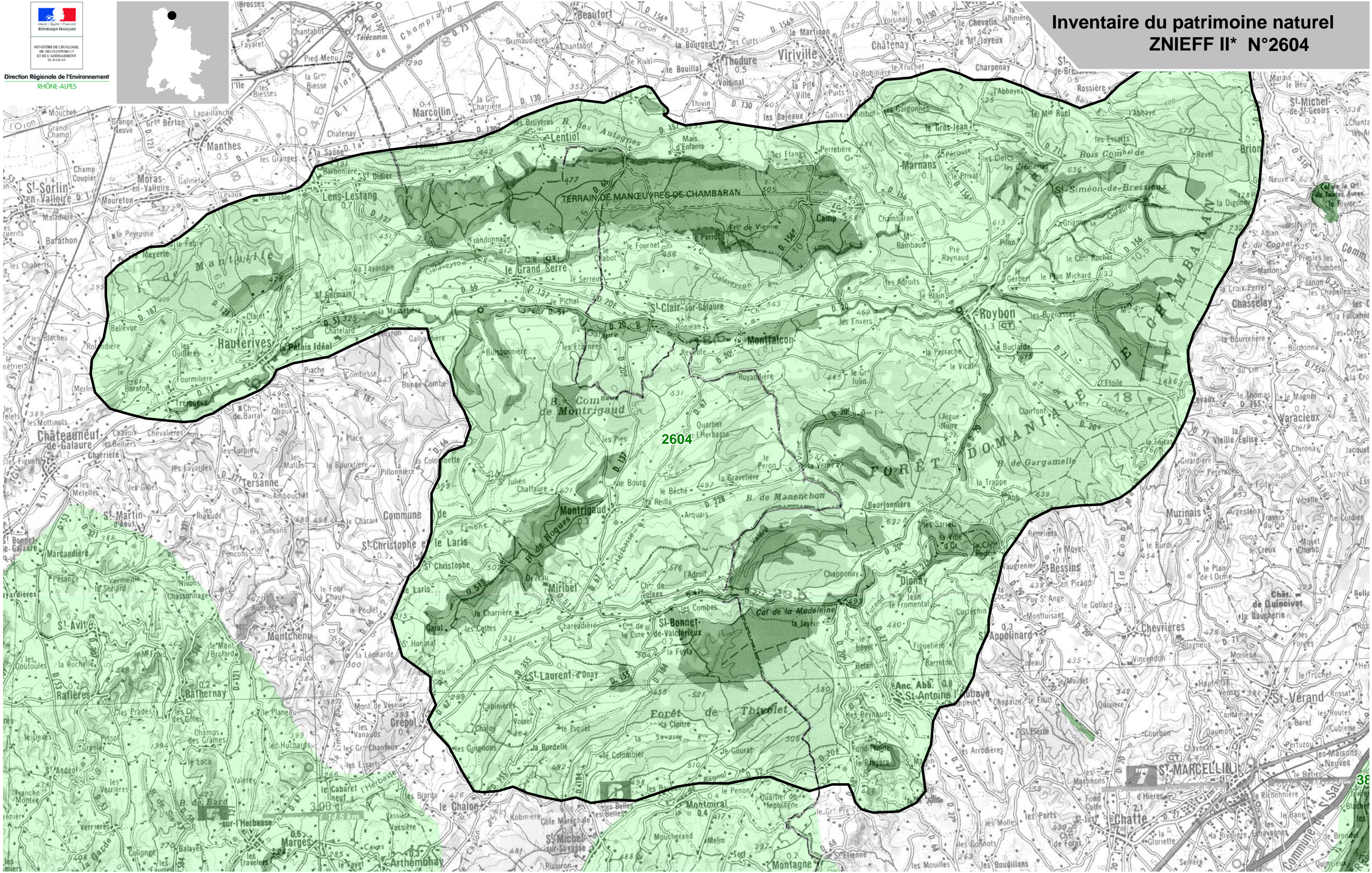
2004 pages : 5p.+a Consultable : Conservatoire Botanique National Alpin



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT  
ET DE L'AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE


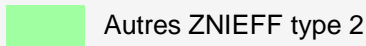

Direction Régionale de l'Environnement  
RHÔNE-ALPES

# Inventaire du patrimoine naturel ZNIEFF II\* N°2604



\* Inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique 2e édition 2007  
Il constitue un outil d'alerte et ne peut être interprété à une échelle plus fine sans investigation complémentaire  
Edition : InfoSIG Cartographie - www.infosig.net - Anney

**Légende**

-  Périmètre de la ZNIEFF type 2
-  Autres ZNIEFF type 2
-  ZNIEFF type 1

